

Publications périodiques

Comptes annuels

INSTALLUX S.A.

Société Anonyme au capital de 4 856 000 euros
Siège social : Chemin du Bois Rond, 69720 Saint Bonnet de Mure
963 500 905 RCS Lyon

PUBLICATION ANNUELLE

Exercice social du 1er janvier au 31 décembre 2018

A - COMPTES SOCIAUX**I - Comptes annuels**

Les comptes annuels au 31 décembre 2018, faisant l'objet du rapport financier annuel mis en ligne sur le site « <http://www.worldreginfo.com> (société / isin : Installux) » le 22 mai 2019, et transmis à l'AMF, ont été approuvés sans modification par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 13 juin 2019.

II - Attestation des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2018

Les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurent dans le rapport financier annuel 2018 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 22 mai 2019 et sont disponibles sur le site « <http://www.worldreginfo.com> (société / isin : Installux) ».

Extrait du rapport

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Installux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

(...)

3. Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Valorisation des titres de participation*Risque identifié*

Au 31 décembre 2018, la société Installux détient des participations significatives dans différentes sociétés françaises et étrangères pour un montant de 14 741 K€. La détermination de la valeur nette comptable de ces actifs repose sur l'analyse des performances des sociétés concernées et lorsque le cas se présente cela peut nécessiter la constatation de dépréciations.

La valorisation des titres de participation retenue par la société est fondée sur la méthode de la quote part des capitaux propres comparée avec le coût historique.

Nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation est un point clé de l'audit en raison de leur importance dans les comptes de la société et du jugement nécessaire à l'appréciation de leurs valeurs.

Notre réponse

Pour le contrôle de ces actifs, notre approche d'audit a, en conséquence, été la suivante :

- Analyser l'évolution de la quote-part des capitaux propres des filiales comparée à la valeur historique des titres,
- Vérifier, le cas échéant, les calculs de dépréciation,
- Vérifier l'information financière communiquée dans l'annexe des comptes.

Nous avons par ailleurs apprécié le caractère approprié des informations présentées dans la note « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels.

Les diligences réalisées permettent de s'assurer du niveau approprié de dépréciation des actifs concernés et de la bonne documentation de l'annexe aux comptes annuels.

Evaluation des indemnités de fin de carrière (IFC)

Risque identifié

La note « Engagements financiers » de l'annexe aux comptes annuels mentionne et précise les paramètres retenus pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière ». Cette évaluation présente une sensibilité importante selon les hypothèses retenues par la société.

Notre réponse

Pour apprécier le caractère raisonnable de cette estimation par la direction, nos travaux ont consisté principalement à :

- Prendre connaissance des paramètres retenus par la société,
- Apprécier le caractère raisonnable et pertinent des données et des hypothèses sur lesquelles se fonde l'estimation des IFC pour chaque critère.
- Contrôler l'exhaustivité des salariés retenus pour le calcul de l'estimation.

L'ensemble des travaux réalisés nous a permis de nous assurer que les estimations retenues étaient adaptées, documentées, reflétaient convenablement les passifs concernés et faisait l'objet d'une information appropriée en annexe aux comptes annuels.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil d'Administration des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, l'exactitude et la sincérité de ces informations appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion ne mentionne pas de manière individuelle les informations relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés.

(...)

8. Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Lyon, le 21 mai 2019

NOVANCES

Société de Commissaires aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon
Christophe ALEXANDRE, représentant légal

PREMIER MONDE

Société de Commissaires aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon
Philippe BONNEPART, représentant légal

B - COMPTES CONSOLIDES

I - Comptes consolidés

Les comptes consolidés au 31 décembre 2018, faisant l'objet du rapport financier annuel mis en ligne sur le site « <http://www.worldreginfo.com> (société / isin : Installux) » le 22 mai 2019, et transmis à l'AMF, ont été approuvés sans modification par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 13 juin 2019.

II - Attestation des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2018

Les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurent dans le rapport financier annuel 2018 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 22 mai 2019 et sont disponibles sur le site « <http://www.worldreginfo.com> (société / isin : Installux) ».

Extrait du rapport

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Installux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

(...)

3. Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Test de perte de valeur des actifs incorporels

Risque identifié

En consolidation, des tests de dépréciation sont réalisés pour tous les actifs non amortis (actifs à durée de vie indéfinie) et pour les actifs amortis lorsqu'il existe des indices de perte de valeur. Les résultats de ces tests sont sensibles aux variables retenues par la direction pour leur calcul.

Nous avons considéré que la valeur de ces actifs testés est un point clé de l'audit en raison de leur importance et parce que la détermination de leur valeur d'utilité, basée notamment sur des flux de trésorerie futurs actualisés, nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations comme indiqué en note 2.13 de l'annexe aux comptes consolidés.

Notre réponse

Le Groupe réalise des tests de perte de valeur sur ces actifs dont les modalités sont décrites en note 2.13 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour le contrôle de ces actifs, notre approche d'audit a été la suivante :

- Examiner la régularité et la permanence des principes et méthodes comptables appliqués,
- Analyser les hypothèses retenues par le Groupe pour le calcul des tests de dépréciation,
- Contrôler les agrégats retenus pour la détermination du taux d'actualisation et vérification de l'affectation des dépréciations entre les actifs amortis et actifs non amortis,
- Vérifier le caractère approprié des informations communiquées dans l'annexe des comptes consolidés et notamment à la note 15 « Actifs non courants ».

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur et avons apprécié le caractère raisonnable des principales estimations.

Les diligences réalisées permettent de confirmer la bonne analyse des données servant aux calculs des tests de dépréciation et la correcte traduction comptable des résultats de ces tests.

Évaluation des indemnités de fin de carrière

Risque identifié

La note 19 « Engagements au titre des pensions de retraite » de l'annexe aux comptes consolidés mentionne et précise les paramètres retenus pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière ». Cette évaluation présente une sensibilité importante selon les hypothèses retenues par la société.

Notre réponse

Pour apprécier le caractère raisonnable de cette estimation par la direction, nos travaux ont consisté principalement à :

- Prendre connaissance des paramètres retenus par la société,
- Apprécier le caractère raisonnable et pertinent des données et des hypothèses sur lesquelles se fonde l'estimation des IFC pour chaque critère,
- S'assurer de l'exhaustivité des salariés retenus pour le calcul de l'estimation,
- Contrôler l'information donnée dans les annexes aux comptes consolidés.

L'ensemble des travaux réalisés nous a permis de nous assurer que les estimations retenues étaient adaptées, documentées, reflétaient convenablement les passifs concernés et faisait l'objet d'une information appropriée en annexe aux comptes consolidés.

Reconnaissance des revenus en lien avec la 1^{ère} application de la norme IFRS 15

Risque identifié

Au 31 décembre 2018, le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 126 848 K€.

Selon les modalités décrites en note 2.22 de l'annexe des comptes consolidés, le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lorsque le transfert de biens ou de services promis au client est réalisé et ce, pour un montant qui reflète le paiement que le Groupe s'attend à recevoir en contrepartie de ces biens et services.

En conséquence, dans le cadre de la 1^{ère} application de la norme IFRS 15, nous avons considéré que la reconnaissance des revenus comme un point clé de notre audit en raison de son importance significative dans les comptes du Groupe.

Notre réponse

Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place et testé les principaux contrôles afférents à la reconnaissance des revenus dans le cadre de la 1^{ère} application de la norme IFRS 15 :

Notre approche a consisté à analyser la méthode retenue pour :

- Recenser les différentes natures de revenus et identifier les activités principales et accessoires,
- Déterminer les impacts de la nouvelle norme (application de la mise en œuvre des 5 étapes),
- S'assurer que les conclusions sur les impacts sont correctement traduites dans les états financiers.

Nous avons vérifié le caractère approprié des informations communiquées dans l'annexe des comptes consolidés et notamment à la note 2.22 « chiffre d'affaires ».

4. Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

(...)

Fait à Lyon, le 21 mai 2019

NOVANCES

Société de Commissaires aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon
Christophe ALEXANDRE, représentant légal

PREMIER MONDE

Société de Commissaires aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon
Philippe BONNEPART, représentant légal